

informations correspondance ouvrières

Regroupement, Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE événements, congrès FO	p 1
DOCUMENTS U S A , U R S S	p 5
LES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE Grande Bretagne, Ghana, Guinée	p 8
L'EVOLUTION DES SYNDICATS Accords d'entreprise, Hollande	p 10
NOTES DE LECTURE L'ouvrier d'aujourd'hui	p 15
CORRESPONDANCE	p 16

LE NUMÉRO

mensuel

0,30 NF

NUMERO 3

DECEMBRE 1961

ce que nous sommes

"
" Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs "
" qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles "
" de la classe ouvrière, partis ou syndicats. "
" "
" Les expériences que nous avons faites nous ont montré que "
" les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de "
" conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaire "
" sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts "
" politiques et non pour les épauler et les coordonner. "
" "
" C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défen- "
" dre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous "
" savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en res- "
" tant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives "
" directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes "
" usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer "
" mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de "
" dénoncer les manoeuvres syndicales, de discuter de nos revendica- "
" tions, de nous apporter une aide réciproque. "
" "
" Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre "
" en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que "
" la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose "
" librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action "
" qu'il mène dans sa propre entreprise. "
" "
" Dans les luttes, nous intervenons pour que les mouvements soient "
" unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de co- "
" mités associant de façon active le plus grand nombre possible de "
" travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées "
" et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. "
" Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout "
" ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont "
" qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entre- "
" prises, et de la société par les travailleurs eux-mêmes. "
"

ce que nous voulons

CORRESPONDANCE

BLANCHET. Pierre - 13bis rue Labois-Rouillon- PARIS-13ème.

ABONNEMENTS

UN AN - 10 Numéros : 2.50 NF.

VERSEMENTS

SIMON-cep. 6447-77 PARIS.

GERANT: P. BLANCHET.

les travailleurs en France

LES EVENEMENTS:

Cet article a été écrit pour des camarades anglais qui nous ont demandé un texte sur la situation et les grèves.

Nous avons essayé d'y faire le point de ce qui se passe maintenant en France.

France - Décembre 1961: 8 années de guerre d'Algérie, une douzaine d'attentats chaque nuit, chantage et racket de l'O.A.S. manifestations de rues en riposte. Une grève totale de 24h de l'électricité de France et des transports. D'autres manifestations de toutes les couches sociales pour leurs revendications propres (commerçants, paysans, étudiants, enseignants, armée,....)

En regard une situation économique prospère; pourtant ; chacun peut se poser la question : fascisme ou pas fascisme.

Les capitalistes ont calculé qu'il était plus avantageux de "perdre" totalement l'Algérie et son pétrole, et indemniser les "petits blancs" que de poursuivre la guerre. Dans la compétition économique européenne et mondiale, dans la modernisation intérieure, la fin de la guerre devient un impératif.

La guerre d'Algérie s'est insérée dans le conflit entre le grand capitalisme industriel et bancaire et les classes sociales (commerçants, paysans, petit capitalisme) dont le pouvoir politique excédait largement la puissance économique et sociale réelle. En Algérie, les européens se sont retrouvés avec les cadres de l'armée dans la défense d'un capitalisme colonial "périmé".

Le régime gaulliste, porté au pouvoir par la conjonction de ces différentes oppositions a rapidement montré qu'il était en réalité le pouvoir fort nécessaire pour faciliter la marche en avant du capitalisme français. Son caractère autoritaire a joué contre ces classes qui l'avaient porté au pouvoir: contre l'armée et les colons, il veut traiter avec le F.L.N. il veut mettre au pas l'armée de métier, il favorise contre les commerçants et les paysans la concentration du commerce et de l'agriculture. Quant à la classe ouvrière, son sort n'a pas varié par rapport aux régimes précédents.

Mais le pouvoir gaulliste n'a pas été suffisamment fort pour lever le premier obstacle: la guerre d'Algérie. En quatre ans, depuis 1958, les tensions se sont accrues du fait même de la guerre. Les différentes tendances de réaction

du colonialisme ont fusionné dans l'O.A.S. et elles essaient de porter en France le combat entre le pouvoir en s'appuyant sur les commerçants, sur certains paysans sur les "réfugiés d'Afrique du Nord", sur l'armée de métier.

Sous cet aspect on peut parler de menace fasciste. Mais toutes ces troupes sont réduites, et il manque l'essentiel du fascisme: il n'y a pas de crise économique. De plus, les rapports de la France -économique et politique- dans le Marché Commun, et dans la compétition Est-Ouest, rendent difficilement pensable l'installation d'un fascisme.

Ce qui trouble certains, c'est que face à cette menace, qui a gagné en efficacité depuis le dernier soulèvement avorté en Algérie (Avril 1961) les travailleurs ne semblent pas ressentir le fascisme comme une menace réelle. De fait, l'action de l'O.A.S. reste localisée, limitée, clandestine: elle ne touche pratiquement pas les travailleurs, les organisations ou les militants; dans les entreprises, il n'y a aucune implantation, ou même propagande aussi bien parmi les employés que parmi les ouvriers; les réunions ou manifestations ne sont en aucune manière perturbées ou attaquées par des groupes de combat fascistes.

Il n'y a rien dans la société française qui puisse faire tourner une partie des travailleurs vers l'acceptation du fascisme: le chômage n'existe pas, les salaires dans le secteur privé s'adaptent presque sans lutte. Les conflits importants sont localisés dans le secteur nationalisé et les fonctionnaires (S.N.C.F., E.D.F. P. et T.) en raison du décalage avec les salaires du secteur privé. Les récentes grèves de 24 heures furent spectaculaires, mais les syndicats arrivent aisément à canaliser la combativité ouvrière. Et un responsable syndical a pu déclarer après la grève de 24 heures de l'E.D.F. et de la S.N.C.F.: "il faut que nous trouvions maintenant autre chose que la grève".

On peut toutefois se demander si en cas de réussite d'un coup de force militaire, le capitalisme n'utiliserait pas ce pouvoir dictatorial pour imposer aux travailleurs une modernisation et une rationalisation accélérée.

Parmi les travailleurs, il y a une lassitude profonde de la guerre et une attente des événements. Il est difficile de dire l'ampleur des réactions qu'un coup de force entraînerait. Dans la situation présente, il n'y a pas de mouvement revendicatif puissant, il n'y a pas eu de solidarité avec les travailleurs algériens, il n'y a pas eu de mouvement profond d'opposition à la guerre d'Algérie.

Cette attitude que les syndicats et les partis ont favorisée sert en retour leur jeu politique. Pour la gauche non communiste, une union avec le P.C. et la CGT une action ouvrière puissante renforceraient la menace fasciste: ils mènent donc isolément une opposition légale; pour le P.C. et la CGT la ligne politique est de ne rien faire qui puisse menacer De Gaulle dont la politique "nationaliste sert les intérêts stratégiques de l'URSS (la propagande anti-allemande prend souvent le pas sur la lutte contre la guerre d'Algérie). Tous les partis agissent en vue d'élections prochaines et essaient d'exploiter séparément et d'une manière limitée les réactions

d'une manière limitée les réactions des différentes couches sociales: les mouvements revendicatifs restent séparés de ceux contre la guerre d'Algérie, les manifestations sont cloisonnées, les syndicats ne veulent ni d'une grève générale, ni d'une manifestation puissante à Paris: ils ont peur de toute action qui pourrait les amener à poser les solutions en termes révolutionnaires. De Gaulle est leur couverture: ils ne veulent pas engager une action qui menacerait le régime qu'il a instauré.

La situation en France est troublée. Elle risque de l'être encore plus au moment où le pouvoir essaiera de mettre fin à la guerre (ce qui semble proche). Mais nous pensons que le rapport de force est en faveur de ce pouvoir. Les événements marqueront un renforcement du capitalisme en France et une emprise plus grande de la bureaucratie. Toute intervention de la classe ouvrière ne pourrait déboucher sur des perspectives révolutionnaires réelles; d'une part URSS et USA ne pourraient tolérer qu'une telle situation s'établisse en France, d'autre part, partis et syndicats en profiteraient pour renforcer leur pouvoir bureaucratique.

.....

Apropos du Congrès FORCE OUVRIERE:

Lettre ouverte au camarade Joyeux

Dans le Monde Libertaire, Décembre 61, N° 75, tu publies un compte rendu "lyrique et frémissant" du congrès Force Ouvrière sous le titre "Un congrès de redressement syndical".

Je ne peux que citer celles de tes phrases qui caractérisent le plus ton article:

" un souffle vient de passer sur cette salle où étroitement unis, minoritaires et majoritaires, affirment leur volonté de continuer le syndicalisme...

... C'est une organisation propre (FO) où l'on cultive l'esprit de liberté Il faut, et nous le pouvons à travers FO reconstituer la grande CGT, la vraie, divisée passionnée, fraternelle, mais terriblement efficace... L'orchestre de la Confédération joue juste, mais deux tons plus bas ..."

Bien que militant depuis quinze années dans une société d'assurances, je n'ai jamais participé à de congrès syndicaux. Je suppose que ton enthousiasme reflète bien l'atmosphère de ce vase clos qu'est un congrès. Je veux simplement en regard te dire ce qu'est FO pour un employé d'assurances.

De Force Ouvrière, chaque employé, comme de tout syndicat, a une double expérience: celle des responsables, délégués et adhérents de l'entreprise qu'il voit agir quotidiennement; celle des dirigeants du syndicat de la profession qui discutent avec la Fédération patronale et qui rarement balancent des tracts.

F.O. dans l'entreprise (nationalisée) depuis la scission c'est "le syndicat maison". Il faudrait écrire des pages pour te décrire comment de compromissions en arrivisme la section FO est devenue, plus qu'un cercle fermé, une coterie

appuyée sur un clan de la direction où l'on soupçonne des liens politiques et confessionnels. Pour te donner une mesure, j'ai vu le délégué et secrétaire FO employé faire la quête pour offrir un cadeau de départ au P.D.G. tous les délégués FO passer cadres les uns après les autres et devenir (ou continuer) de fidèles serviteurs. C'est toujours la même chose aujourd'hui; la seule évolution est le développement d'une morale technocratique chez les cadres FO se parant du voile d'une démocratie contre le favoritisme ouvert et recoupant une prise de conscience par les technocrates de leur "rôle" dans l'entreprise.

Tout ceci n'est d'ailleurs pas particulier à FO, on pourrait dire des choses à peu près semblables sur les autres syndicats, y compris la CGT.

FO dans l'assurance, c'est toujours le syndicat " qui signe avant les autres" Je ne te dévoilerai rien en te disant que le secrétaire du syndicat employé est aussi dans sa boîte (la Cie Générale d'Assurances) le parfait auxiliaire du patron, qui est un des patrons d'avant-garde et de combat les mieux cotés de l'assurance. Ce secrétaire a fait vers 1950 un voyage d'étude aux USA pour le compte d'un organisme patronal présidé par son patron: le Comité d'Action pour la Productivité dans l'Assurance. Si la boîte où il est le caïd syndical est une tôle pilote en matière de productivité, c'est bien loin d'en être une en matière de lutte contre la productivité. Un autre détail: la permanence FO de l'assurance est installée dans un local qui a été cédé par ce même patron.

Ceci c'est l'expérience commune d'un employé. Tu comprendras que chacun puisse sourire quand tu parles "d'organisation propre" et "d'esprit de liberté". Je dois dire que la marchandise FO assurance, est toujours enveloppée dans une phraséologie révolutionnaire qui fleure le terroir, du genre " la colère gronde dans les compagnies" (tract FO assurances, de septembre). La démocratie à FO-Assurances, je l'ai vue pratiquée de la manière suivante: ayant reçu une liste de gens qu'ils ne connaissaient pas, même par leurs idées, les filles du bureau rayaient les noms dont la connaissance leur était désagréable....

Quant aux congrès syndicaux, fédéraux, confédéraux, tout ce que je puis te dire, c'est qu'il faut avoir l'esprit curieux ou mal tourné comme moi, pour s'y intéresser. J'en sais plus long souvent parce que j'en lis dans la presse, que les adhérents et les responsables d'entreprise. J'en tire seulement la constatation que ce genre de manifestation est totalement ignorée de la base. Il y a plusieurs mondes celui de l'appareil, celui des sections d'entreprise, celui des employés, adhérents ou non: ils entendent parler les uns des autres à peu près une fois par an lors des discussions périodiques sur les salaires. Que veut dire alors ta phrase: " L'orchestre de la Confédération joue juste, mais deux tons trop bas ".

Je ne veux pas sortir "l'Histoire": les vraies raisons de la création de FO, les liens avec la SFIO, les vieux renards que tu présentes comme de jeunes tures, l'expérience de camarades dans d'autres professions qui recoupe exactement la mienne, les périodes où la grande CGT a été terriblement "efficace". J'ai seulement voulu, non pas détruire ton enthousiasme, mais te faire mesurer l'abîme qu'il peut y avoir entre les sommets et la réalité, dont je ne prétends pas qu'elle soit générale, mais qui est plus permanente qu'un congrès de huit jours.

Je ne veux pas non plus discuter de la minorité, bonne conscience et couverture des leaders: chaque centrale en possède une, soupape de sûreté où l'on dévie et épuise les énergies révoltées ou révolutionnaires. Et qu'on aeflut quand on ne peut

documents

U.S.A.: les problèmes de la société capitaliste moderne sont bien tracés dans les lignes qui suivent, extraites d'un journal économique. Pour se maintenir et survivre en évitant les crises, c'est une sorte de fuite en avant dans la production. Pour que les gens puissent "consommer" le plus possible, on leur trouve des besoins nouveaux; et pour satisfaire ces besoins, il faut que tout le monde travaille, et travaille le plus possible. Ce n'est pas de réduire le temps de travail dont il est question, mais de "récupérer" les chômeurs. Le cycle est bouclé: faire travailler les hommes plus, même à des tâches inutiles, pour qu'ils puissent consommer plus, même des objets inutiles.

"... Le premier des problèmes structurels concerne le taux de croissance. Il est normal que celui-ci soit moins élevé dans les pays ayant atteint un niveau de développement très poussé. En ce qui concerne les Etats-Unis, il s'y ajoute le problème de la surproduction agricole, qui exerce naturellement une influence sur le calcul des taux de croissance. Cependant les économistes américains considèrent qu'un rythme de progression annuel de 3,9% par an (période 1953-59) est insuffisant alors que, pendant la même période, l'Allemagne par exemple progressait de 6.6% et l'U.R.S.S. annonçait un chiffre de 7 pour cent.

" La difficulté vient en grande partie de la saturation relative du marché. Pour beaucoup de produits usuels (automobiles, ou appareils ménagers, par exemple), la clientèle nouvelle est limitée aux jeunes ménages qui s'installent. Tous les autres, en effet, sont équipés, et se contentent simplement de renouveler leur équipement. La croissance de l'économie est liée à l'apparition de besoins et de produits nouveaux. (I)

" Ces derniers concernent de plus en plus les services et les loisirs. Ainsi les fabricants de bateaux connaissent-ils aujourd'hui une période faste (dans les maisons d'un certain standing construites depuis peu, on voit trois garages -deux pour les voitures, un pour le bateau à moteur ou à voile). Mais les activités relatives aux loisirs et aux services sont-elles susceptibles d'être un moteur suffisamment puissant pour provoquer un taux de croissance supérieur à celui que les Etats-Unis ont connu depuis vingt ans? C'est peu probable.

Aussi bien les économistes entourant le Président Kennedy ont-ils mis l'accent sur la nécessité de développer certains types d'investissements collectifs: enseignement, aménagement des villes (dont les centres sont souvent, du fait du développement des faubourgs, en assez mauvais état), infrastructures routières ou aériennes, bâtiments publics, conservation des richesses naturelles, etc...

Le deuxième problème de fond, lié d'ailleurs au premier, est celui du plein emploi. Le chômage devient plus important dans les chiffres mêmes et plus "résistant" dans sa nature. Le taux moyen de chômage a été de 4,2% entre 1948 et 1953, 4.7% entre

(I) c'est nous qui soulignons.

1953 et 1957, 5.8% entre 1957 et 1960. Le niveau de 5.7 millions de chômeurs atteint en février 1961 est le plus élevé que les Etats-Unis aient connus depuis 1941.

" Le chômage est en partie technologique (on admet que 3% de la population active est normalement en train de changer d'emploi). Mais le chômage réel s'accroît. Après chaque récession le reliquat de chômeurs est plus important qu'avant.

" Il est admis aujourd'hui qu'une bonne partie du chômage est le résultat des progrès de l'automation. Dans certains états le nombre des entreprises s'accroît celui des chômeurs ne diminue pas.

" La solution idéale serait certainement une réduction des horaires et c'est ce que demandent les syndicats. Mais les considérations de prix de revient interviennent avec acuité en face de la concurrence étrangère (les salaires américains sont déjà, et de loin, les plus élevés du monde; les firmes doivent donc faire des économies de salaires pour rester concurrentielles). La réduction de la semaine de travail ne pourra intervenir que progressivement, et dans la mesure où elle s'effectuera également dans d'autres pays.

" Il faut donc lancer des activités nouvelles pour créer des emplois et récupérer les chômeurs. Mais ces activités (scientifiques, loisirs) supposent un effort de formation technique de la main-d'oeuvre (les chômeurs ne sont évidemment pas les meilleurs techniciens). Cela demandera du temps. "

U.R.S.S. Ce texte extrait de la Gazette économique de Moscou du 25/5/61 donne un aperçu du fonctionnement d'une entreprise dans la société capitaliste d'Etat.

" PLANS & REALITES: ce qui entrave la reconstruction de l'Usine I.A.LIKHATCHEV

" Au cours du plan septennal actuel l'usine automobile de Moscou I.A.LIKHATCHEV, doit être reconstruite et recevoir un nouvel outillage technique.

"...Le renouvellement de l'outillage technique de l'usine permettra de dépasser considérablement le niveau de production des usines étrangères de production analogue. Dans les principaux ateliers de production, il est prévu d'adopter un processus technologique perfectionné, des méthodes modernes de préparation et élaboration technique des pièces, des chaînes automatiques et un outillage très productif; il est prévu également d'automatiser et mécaniser les opérations de nettoyage et d'utilisation des déchets; seront adoptées des chaînes suspendues poussantes à direction fixée et permettant d'adresser automatiquement les marchandises.

" La technique moderne de calcul, les moyens de contrôle automatique, téléphone, radio, installations de télévision, renouvelleront de façon radicale l'organisation de la direction de production.

" Jusqu'à présent n'est pas réglée la question de savoir qui fournira les gâines du bloc des cylindres. La situation est la même en ce qui concerne la fourniture d'instruments de chauffeur, des filtres à air, de fonte des métaux non ferreux. Nous sommes particulièrement inquiets au sujet des pièces de rechange des véhicules qui sont retirés de la production dans notre usine. Nous ignorons qui s'en occupera."

o o

o

les travailleurs dans le monde

GRANDE-BRETAGNE: Fin de la Grève aux usines ROOTES:

Les 1.000 ouvriers d'une usine d'Acton (B.L.S.P.) s'étaient mis en grève en opposant un plan d'emploi aux projets de licenciement de la direction. Cette grève n'avait pas été "reconnue" par le syndicat; au contraire les leaders du principal syndicat (A.E.U.) avaient combattu- aux côtés du patronat- pour la reprise du travail (voir I.C.O. Octobre-Novembre).

Comme l'usine approvisionnait les usines d'automobiles du groupe Rootes, celles-ci avaient licencié 8.000 ouvriers. Après douze semaines de grève, le travail a repris le 29 novembre inconditionnellement. 150 ouvriers restent licenciés (les délégués d'atelier; les "meneurs" de la lutte contre syndicat et patron, sont parmi eux)

Les journaux financiers anglais parlent de victoire de la direction. Mais, c'est avant tout une victoire du syndicat. Et le patronat a fait l'effort nécessaire pour que cette épreuve de force lui soit favorable (selon le journal anglais Daily Mail la grève aurait coûté au groupe Rootes plus de 4 milliards d'anciens francs).

Le conflit essentiel dans la société capitaliste actuelle est celui de l'autorité, du pouvoir. Le patronat détient un pouvoir économique et social, le syndicat participe à ce pouvoir: toute tentative des travailleurs d'imposer leur point de vue sur la conduite économique se heurte à une lutte sans merci. L'épreuve de force des usines Rootes montre le sens de notre lutte, mais aussi la dureté des combats à mener contre patronat et syndicats unis pour éliminer ou corrompre tout ce qui peut menacer leur domination sociale. Et c'est une lutte qui ne fait que commencer, alors même que le pouvoir de la bureaucratie n'est nullement établi.

.....

"...la reconstruction aura pour résultat de faire passer le taux d'automatisation du processus technologique à 34,8% contre 4,5% en 1958.

" De ce qui précède, il est clair que les tâches qui attendent les ouvriers automobiles de la capitale sont énormes.

"...Mais comment se présente l'affaire dans la réalité?

" L'usine devait déjà au dernier trimestre de l'année dernière construire un millier de "ZIL I64 A" et "ZIL I57 K" et commencer dès le premier trimestre 1961 la production en masse des modèles de transition. Mais cela ne s'est pas réalisé parce que la fourniture de l'outillage spécial et des chaînes automatiques n'a pas été faite à temps, ce qui a entraîné un retard dans la préparation et l'installation de l'équipement en instruments. La production des camions "ZIL I64 A" et "ZIL I57 K" ne sera mise au point qu'au cours du troisième trimestre de cette année. Pour une raison que nous ignorons, le Gosplan de la R.S.F.S.R. a reporté sur le premier trimestre de 1961 ce que nous devions recevoir dès l'année dernière, conformément aux fonds attribués. Vingt unités d'outillage spécial n'ont pas été reçues et il est impossible de les remplacer par quoi que ce soit.

"... Et où en sommes-nous avec le complément de l'outillage pour le passage total à la production des nouveaux camions?

"...Rien que pour le début de la production des nouveaux camions, sans tenir compte de l'accroissement de la puissance, il nous faut 900 unités d'outillage spécialisé, dont 34 chaînes automatiques. Et pourtant l'accord n'a été donné provisoirement que pour la construction de 15 chaînes automatiques. Alors que toutes les chaînes doivent être fournies à l'usine pas plus tard qu'au premier semestre 1962. Il ne reste plus qu'un an ! Il faut encore considérer que l'usine doit projeter, exécuter et installer, l'équipement en instruments, assimiler la production des ensembles et pièces nécessaires, exécuter par ses propres moyens un important outillage environ 30 chaînes automatiques. Le Gosplan de la R.S.F.S.R. et le Sovnarkhoze municipal de Moscou, doivent changer leur point de vue sur le complètement de l'usine en outillage et en assurer livraison pas plus tard qu'au premier semestre de l'année prochaine.

"...L'affaire ne se présente pas mieux en ce qui concerne la livraison coopérative des ensembles et pièces pour nos nouveaux camions. Nous devons recevoir: des ponts arrière pour le camion "ZIL I30" et des carters emboutis pour les ponts conducteurs du camion "ZIL I31" de l'usine de construction de machines de Serdóvsk du Sovnarkhoze de Penza; des soupapes et des poussoirs de l'usine mécanique de Tchéliabinsk; des coussinets, pistons et axes de pistons de l'usine de Zavoljié du Sovnarkhoze de Gorki; des segments de pistons à compression et à huile de l'usine de Mitchourine du Sovnarkhoze de Tambov; de la fonte de la fonderie de Saransk, etc...

" Ces entreprises spécialisées n'ont pas été munies à temps de moyens de production et d'outillage, et c'est la raison pour laquelle la préparation et l'organisation de la production y ont entraîné. Ils ruinent le plan de fournitures coopératives.

GHANA et GUINÉE:

" Dans les deux pays, mais avec beaucoup plus d'ampleur au Ghana, c'est dans la masse ouvrière que se recrutent les éléments les plus durs de l'opposition " (Afrique Express 25/10/61).

Les ex pays coloniaux qui ont accédé à "l'indépendance" se trouvent pris dans le cycle de l'industrialisation. C'est la classe ouvrière (très réduite en Guinée mais plus importante au Ghana) qui doit ainsi faire face au clan dirigeant, qui, quel que soit son appellation et son origine sociale, assume le rôle traditionnel de la bourgeoisie dans les pays capitalistes, d'il y a un siècle (rôle accompli par le parti communiste en Russie).

Les travailleurs retrouvent ainsi la tradition ouvrière de lutte contre l'exploitation. En Guinée, des heurts se sont récemment produits entre ouvriers guinéens et techniciens soviétiques employés dans les mines de diamants de la Soguinex dont le rendement est jugé insuffisant par le gouvernement.

Au Ghana, un plan d'austérité, concernant évidemment les travailleurs, qui doivent payer les investissements, s'est heurté à des grèves ayant la violence qu'elles pouvaient avoir en France il y a un siècle. Tettegah, secrétaire général du Congrès des syndicats a "réfuté les grèves qui ont revêtu un aspect contre-révolutionnaire et désapprouvé la grève illégale". Ce Tettegah a siégé à la C.I.S.L. (internationale des syndicats "libres"). Il proclame que le "syndicalisme devait être libre de toute attache, même avec le communisme". Mais son attitude, qui est celle de tous les dirigeants du Ghana, montre que pour lui, le syndicat doit être un instrument pour appliquer les décisions de l'Etat; c'est-à-dire de la classe au pouvoir.

o o
o

L'évolution des syndicats

Accord d'entreprise aux aciéries de Bonperruis (Isère)

Avec les techniques modernes, les moyens d'enchaîner les travailleurs à l'entreprise ont évolué. Autrefois, c'était la force pure. Aujourd'hui, c'est l'"association". Fondamentalement, rien n'est changé: le travailleur reste un exploité, un objet, il ne décide en rien de ce qu'il fait ou des conditions de son travail; celui-ci reste avant tout une contrainte. Mais dans la forme, bien des choses ont changé si elles recouvrent la même marchandise. Les dirigeants d'entreprise recherchent les termes d'une acceptation du travail par les salariés, car l'entreprise capitaliste moderne ne peut vivre et se développer qu'à cette condition. Parmi les

accords d'entreprise, celui que nous examinons est celui qui va le plus loin dans cette voie.

Nous avons signalé cet accord comme exprimant la tendance actuelle de donner une existence légale à la section syndicale d'entreprise. C'est en réalité l'ensemble des rapports, tels qu'ils existent actuellement dans une entreprise, que patrons et syndicats ont essayé de définir. Beaucoup mieux que les projets gouvernementaux, ce texte montre concrètement, comment est réalisée l'intégration du syndicat et des délégués dans l'entreprise. C'est en ce sens qu'il nous paraît important d'en parler.

Sans doute il s'agit d'un cas isolé dans une entreprise ne comportant que 300 salariés. Mais il est beaucoup d'autres institutions qui font partie aujourd'hui de notre vie quotidienne de travailleurs, et qui sont nées ainsi dans de petites entreprises, souvent au milieu de l'hostilité des syndicats et des patrons. Ce qui ne les a pas empêché de devenir de véritables institutions dans la société capitaliste: la sécurité sociale, les allocations familiales, les caisses de retraite etc... On ne peut ignorer ces expériences isolées, qui sont souvent révélatrices d'un courant en train de se développer.

Ces institutions nouvelles définissent la structure des entreprises dans lesquelles nous travaillons et bon gré, mal gré, nous les "utilisons"; nous devons les connaître et savoir ce qu'elles signifient exactement.

Il nous paraît tout aussi important de dire que cet accord d'entreprise a été signé à la fois par les actionnaires et par les délégués CGT et CFTC dûment mandatés par leurs organisations syndicales respectives. Les journaux spécialisés patronaux peuvent ainsi le présenter avec force commentaires comme un modèle de ce qui pourrait être fait dans la voie d'une réforme de l'entreprise pour la doter d'un cadre juridique qui corresponde aux nécessités de l'économie capitaliste d'aujourd'hui.

Il est trop long de recopier ce document de 16 pages imprimées. Nous citons l'essentiel sous des titres qui sont de nous (les passages entre guillemets figurent mot pour mot dans l'accord).

I- LES PRINCIPES:

- l'entreprise: "cellule de production... qui s'est constituée par l'association d'hommes ayant apporté les uns des biens, d'autres du travail, pour rendre service dans le domaine économique".

- l'autorité: la direction doit pouvoir "disposer des moyens de production et autorité sur les hommes. Cette autorité doit demeurer entière, afin d'assurer dans l'entreprise, la discipline, condition de l'efficacité".

- la hiérarchie: "nécessité de diviser l'entreprise en cellules de travail spécialisées, dirigées et coordonnées par une équipe de commandement, la hiérarchie".

Ce qui est nouveau c'est la notion d'entreprise définie comme ayant une "fonction économique" et n'étant plus un objet de propriété. Mais dans ce cadre nouveau on retrouve les bases traditionnelles de la société: un organe suprême de direction détenteur de l'autorité, et son corollaire nécessaire la hiérarchie; c'est à dire la gestion de l'entreprise par et au profit d'une classe dominante. On ne peut que faire un parallèle avec les sociétés capitalistes d'Etat où la propriété n'existe plus" et où la fonction économique devient essentielle.

Il en découle une "morale" du travail salarié dans la société actuelle: "les travailleurs solidaires... dans l'exécution de l'oeuvre commune... transforment la matière première... dans l'échange de services qu'ils réalisent, ils tendent à parfaire l'accomplissement de leur personnalité... L'entreprise ainsi conçue est appelée... à devenir un lieu privilégié de culture humaine..." (sic).

II- LA GESTION DE L'ENTREPRISE:

Dans l'association entre "les apporteurs de capitaux" et les "apporteurs de travail", on peut reconnaître l'association capital-travail. Mais la clef du nouveau système est contenue dans cette phrase: "les travailleurs utilisent les moyens de production afin de rendre les services conformes aux fins de l'entreprise".

Il y a donc trois catégories de personnes:

- ceux qui fixent les "fins de l'entreprise", c'est-à-dire qui décident
- ceux qui "rendent les services", c'est-à-dire qui exécutent.
- ceux qui aident à l'exécution des décisions.

QUI décide? c'est le chef d'entreprise, désigné par le capital (actionnaires) qui assume les choix; c'est lui qui décide quel est l'intérêt de l'entreprise, ce qu'il faut faire pour maintenir la division entre classes et pour répartir le profit entre classes, ce que l'on appelle "la marche de l'entreprise".

QUI aide à l'exécution des décisions?: le chef d'entreprise "délègue ses responsabilités":

- "de commandement à la hiérarchie"
- "de bonne marche de l'entreprise aux représentants du personnel" (sic).

A côté de la fonction des cadres, on voit donc défini, dans un accord d'entreprise (signé CGT et CFTC) une fonction du syndicat et des délégués qui sont pré-

sentés comme ayant une délégation de responsabilités du chef d'entreprise (et non plus des travailleurs).

La hiérarchie traditionnelle reste conçue comme l'appareil centralisé sous l'autorité du Chef: elle "fait descendre les impulsions qui viennent d'en haut" elle fait remonter les informations à la direction.

La fonction du syndicat et des délégués c'est un peu l'huile dans les rouages de la machine: auprès de chaque cadre un comité intervient formé de délégués ouvriers élus par les travailleurs, ou de délégués élus par les syndicats, chargé de donner son avis sur le fonctionnement de l'atelier ou du service commandé par le cadre.

Après du chef d'atelier, un comité d'atelier formé de délégués élus par les ouvriers, de la maîtrise, qui étudie la marche de l'atelier, les résultats les améliorations possibles. Ceci est présenté comme "une participation à la gestion de l'atelier".

Après du chef d'entreprise: une commission économique mensuelle, composée des délégués syndicaux, des cadres et agents de maîtrise, des délégués d'atelier; elle a un rôle consultatif et étudie les rémunérations, la situation des stocks, la marche générale de l'entreprise, les résultats, les prix... C'est une sorte de Comité d'Entreprise élargi.

-en permanence un représentant de chaque syndicat, membre de la section d'entreprise, "accrédité comme délégué syndical" exprimant auprès de la direction le "point de vue du syndicat", non pas élu par les travailleurs, mais désigné par le syndicat.

-deux fois par an une "commission de prévision" (consultative) restreinte à des membres de la direction, et à deux délégués du Comité d'Entreprise, tous tenus au secret professionnel, qui discute "des problèmes à long terme" - discute mais non décide -.

CEUX qui exécutent: s'ils ne sont pas informés des débats qui président aux décisions importantes, sont néanmoins tenus au courant de la marche générale de l'entreprise par un bulletin d'information qui publie notamment les comptes-rendus du "conseil économique". Mais un des rôles des Comités d'atelier est de s'assurer que chaque travailleur est au courant de l'utilisation des produits, des objectifs à atteindre, "de la cause des rebuts et les remèdes à y apporter".

Une double tentative d'intégration apparaît:

- celle du syndicat au niveau décision et encadrement. Tout un chapitre des accords définit d'ailleurs le "service rendu par le syndicat" dans la "formation des travailleurs et des cadres et dans la coopération avec la direction" en d'autres termes dans la mise en condition des travailleurs.

- celle des travailleurs eux-mêmes au niveau de l'atelier. Tout l'appareil mis en place a pour but d'amener les travailleurs à discuter des modalités d'exécution de ce qui a été décidé en haut lieu.

Le système qui enserre le travailleur est donc complet. Puisque les délégués et les syndicats ont été consultés (on dira ont participé) pour les décisions celles-ci seront présentées comme ayant été prises dans l'intérêt des travailleurs (il y a toujours dans la bouche des dirigeants, un intérêt supérieur de l'entreprise ou de l'Etat devant lequel tout le monde est sensé s'incliner, mais qui n'est en fin de compte, que l'ensemble des mesures nécessaires pour maintenir la société telle qu'elle est).

Dans l'atelier, le travailleur se trouvera donc "moralement" contraint de discuter des modalités d'exécution de son travail, c'est-à-dire de fixer lui-même la manière dont on entend l'exploiter.

(A suivre).

Le syndicalisme Hollandais:

Cet extrait d'un article de A.M. Van Der Garen, paru dans l'Ecole Emancipée, N° 6- 27/II/61 - exprime clairement le terme de l'évolution des syndicats dans la société capitaliste moderne. Il montre qu'il n'y a aucune ouverture pour un combat à l'intérieur des syndicats, et que "l'unité syndicale" n'est qu'une mystification supplémentaire pour faire marcher les travailleurs.

" Le syndicalisme hollandais porte presque depuis sa naissance dans la seconde moitié du 19^e siècle, une tare indélébile: sa division. A côté des syndicats non confessionnels surgissent bientôt des syndicats confessionnels. Les conséquences de cet état de choses furent funestes et se font toujours sentir. S'il est vrai que les syndicats confessionnels ont renoncé peu à peu à leur rôle de briseurs de lutte ouverte, il n'est pas moins vrai que les syndicats non confessionnels, à l'origine pour la plupart de tendances socialistes, ont été contaminés à la longue lentement et progressivement, par le voisinage de leurs concurrents et sont tombés dans une léthargie et un conservatisme mortels. Ils se sont rapprochés tellement de leurs ennemis anciens qu'on ne voit plus guère en quoi ils en diffèrent.

" Tous les syndicats sont devenus de lourdes bureaucraties dont l'influence de la base est exclue. Celle-ci n'exerce même plus aucune influence sur le choix de leurs dirigeants, qui se suppléent par cooptation. Rares sont ceux qui, partant de la base, arrivent au sommet de la vie syndicale. Sortant des universités où ils ont suivi les cours d'économie de professeurs réactionnaires, les leaders actuels se hâtent d'appliquer les théories apprises dans la pratique de tous les jours.

"Certes il existe de petits groupes éparpillés de travailleurs à côté des grands syndicats, mais ce sont seulement ces derniers qui sont "reconnus" par le Gouvernement et les entrepreneurs, qui ne négocient qu'avec eux. Le résultat de ces négociations est également imposé aux ouvriers non syndiqués dans les syndicats "reconnus" ou officiels, c'est-à-dire à 65% du total.

"Ainsi, étant isolés de la population, les syndicats de toute tendance, devaient par la force des choses, à la longue, rechercher de plus en plus un appui chez les puissances de la vie économique et politique, devenir de simples intermédiaires entre le gouvernement et le patronat d'une part, et le monde travailleur de l'autre, pour transmettre à ce dernier tout en l'expliquant et la commentant, la politique officielle dont il leur est permis (pas toujours) de discuter les détails, jamais les principes, avec les maîtres de la Société actuelle, au Conseil Social et Economique avec le Gouvernement et les employeurs, à l'Institution du Travail, avec les employeurs seuls. En d'autres mots: les syndicats sont devenus les instruments du Gouvernement et des Grands entrepreneurs qu'ils dominent.

....

"Les syndicats de l'Enseignement: Si l'on fait abstraction du risque que court chacun qui ose dire en public des vérités désagréables à la réaction, la liberté dans la plupart des syndicats publics est restée pratiquement entière. Les adhérents élisent encore leurs responsables, la critique reste toujours permise, aussi dans les hebdomadaires qu'éditent tous les syndicats. Il va sans dire que dans les syndicats confessionnels le conformisme est si puissant qu'une idée radicale ou démocratique n'a aucune chance de surgir.

"...Cependant des figures plus militantes peuvent se faire entendre. Leurs articles prouvent qu'il y a dans le syndicalisme hollandais, comme dans les autres pays des personnes bien conscientes des nécessités du moment.

" On osa appeler le syndicat une rallonge de la bureaucratie ministérielle lequel ne fait que défendre la politique, notamment celle des salaires, du Gouvernement. Et, ce qui fait frémir on a même défendu une grève des enseignants. Le bureau du syndicat répondit: qu'on nous prouve que la tactique de la grève donne de meilleurs résultats que celle que nous suivons

" Il va sans dire que la majorité des adhérents est conformiste. En cas de besoin, les instituteurs publics "chrétiens" (protestants) du syndicat se trouveront être une solide épine dorsale du conformisme. "

.....

A PROPOS DU CONGRÈS FORCE OUVRIÈRE (suite de la page 4)

plus la tenir en laisse. Sur tes espoirs de "conquérir " un jour Force Ouvrière , je te renverrai seulement au livre de Monatte - Trois scissions syndicales - lorsqu'il décrit la manière dont JOUHAUX a réglé le sort des syndicalistes révolutionnaires qui menaçaient , au sortir de la guerre de 14 son emprise sur la "grande CGT " .

notes de lecture

" L'OUVRIER d'AUJOURD'HUI " - A. Andrieux et J. Lignon - Ed. Rivière.

Une présentation chaleureuse de Colette Audry (FO ou Express), un article de P. Drouin, dans Le Monde, m'avaient fait espérer beaucoup de ce livre. J'ai été un peu déçu.

L'intéressante enquête menée par les auteurs ne vaut en effet, quo pour les années pendant lesquelles elle a été faite, et aussi pour la région industrielle concernée. Il faut se garder de toute généralisation ou extrapolation. Et si l'on se risque à comparer les informations procurées par cette enquête sur la condition et la conscience ouvrières, il faut le faire en essayant de se reporter à des périodes semblables, c'est-à-dire des périodes de calme relatif, et à une industrie à peu près à la même étape ou à une étape semblable de développement et de transformation. Toutefois, l'enquête d'Andrieux et Lignon vaut pour l'indication générale: peur de "militants", et beaucoup "d'évasionnistes" et de "résignés", à proportions à peu près égales. Nous n'obtiendrions que des modifications de détail pour une pareille enquête dans une région de vieille industrie (mais y en a-t-il encore?).

Se que je reproche aux auteurs, c'est leur comparaison avec l'ouvrier "d'avant". On ne sait d'ailleurs pas très bien s'il s'agit de l'ouvrier du 19ème siècle (ce que croit avoir compris Drouin) ou de celui d'avant 1914, ou de celui de l'entre deux-guerres. La référence à une phrase de Monatte n'aide pas à mieux comprendre. J'ai l'impression qu'Andrieux et Lignon sont victimes d'un mythe, celui de l'ouvrier "d'avant". C'est un peu comme l'histoire de la belle époque. L'ouvrier d'avant auquel ils se réfèrent, c'est en fait le militant d'avant! Cela se comprend car l'histoire du mouvement ouvrier, ce sont des militants qui l'ont écrite à leur image, bien qu'ils l'aient vécue avec l'ensemble des travailleurs. Et l'histoire de la conscience ouvrière comprend en outre davantage de références aux courtes périodes de lutte qu'aux longues périodes de basses eaux. Cela aussi est bien normal.

Si en préambule à ces notes de lecture, j'ai fait état d'une certaine "familiarisation" avec le mouvement ouvrier depuis sa reprise en France à la fin du siècle dernier, c'était un peu pour cautionner mon opinion sur les résultats de l'enquête de Lignon et Andrieux. En repoussant moi-même ce mythe gênant de l'ouvrier "d'avant" auquel je sacrifie parfois, je crois donc pouvoir affirmer que les résultats de l'enquête sont plutôt encourageants. Ils prouvent que toutes les luttes ouvrières, avec leurs espoirs, leurs déceptions, les batailles de tendances, les "politisations", etc... bref, que la lutte de classe a permis que se développe une conscience ouvrière à partir de la compréhension de l'exploitation. La proportion de "militants" se traduit en pour cent (?) alors "qu'avant", que ce soit par exemple avant les luttes de 1909-10, ou entre 1925-1930, une enquête semblable, sur si peu "d'enquêtés" aurait bien pu ne pas avoir du tout de rubrique "militants", à moins d'y coller l'enquêteur. Mais, comme de pareilles enquêtes n'ont pas été tentées en ces temps-là, mes réflexions n'ont guère d'intérêt "scientifique". Lignon et Andrieux avaient pensé demander aux ouvriers consultés: " A ton avis, qu'est-ce que tes parents auraient répondu ? ", nous aurions peut-être eu au moins un aperçu ayant valeur de sondage sur l'ouvrier d'avant.

En définitive, n'essayons de tirer de la patiente recherche de Lignon et Andrieux, que des enseignements concernant le présent. Naville dans sa préface parle de "mélancolie ouvrière". Si la formule est heureuse, elle n'est que littéraire. J'aime mieux la conclusion des auteurs, prudente et assez juste, et qui insiste surtout sur la conscience de l'exploitation. Ajoutons pour la gouverne des inventeurs de nouvelles classes, que cette conscience existe également chez les salariés des catégories nouvelles introduite par les transformations successives de la technique. La condition ouvrière se généralise, la "prolétarisation" s'étend, et cela n'a rien à voir avec l'amélioration du niveau de vie. Quelques constatations intéressantes se dégagent aussi de l'enquête, au sujet des travailleurs algériens et des jeunes. Je les rappelle parce qu'elles peuvent aider à l'occasion de discussions très actuelles.

(suite page 17.)

.....

correspondance

Lettre d'un camarade employé:

La violence dans la guerre d'Algérie c'est une forme de propagande. En apparence, elle est dirigée contre l'autorité qui détient le pouvoir, contre l'autre communauté. En réalité, elle ne vise pas tant l'adversaire, mais la communauté dont elle prétend représenter les intérêts. La violence du FLN lui a permis d'éliminer ou de réduire tous les opposants, de convaincre les faibles par son efficacité ou par la peur. Il est devenu un "interlocuteur" valable à partir du moment où son caractère totalitaire vis à vis de la population arabe n'est plus contesté: il a prouvé qu'il était capable de faire exécuter les engagements qu'il pourra prendre avec les autres états, principalement l'état colonial.

La violence de l'O.A.S. s'applique avant tout à la population européenne d'Algérie: elle vise à éliminer les "libéraux", à rallier les hésitants. Cette organisation a conquis en Algérie ses galons d'interlocuteur valable qui lui permettrait de participer au futur état algérien, comme parti dominant les européens par le même totalitarisme que le FLN domine les musulmans.

La violence du FLN en France visait avant tout aussi à dominer la population algérienne en France. La violence de l'O.A.S. en France est aussi une tentative de conquérir par la force et la peur une représentativité.

En Algérie, la violence a réussi aussi bien pour les algériens que pour les européens, parce que la situation économique et sociale ne peut être dominée dans le cadre d'une société d'exploitation, que par un pouvoir fort, contre les populations elles-mêmes.

En France, l'utilisation de cette violence ne prend pas, car il n'y a pas de problème économique et social qui la requière. Elle devient alors un simple instrument de propagande. Chacune des organisations FLN ou OAS s'adresse à nous par le chantage, par la peur, par la pitié, par la révolte, comme si nous devions prendre parti pour l'un ou pour l'autre, contre l'un ou contre l'autre. En réalité nous n'avons à prendre parti pour personne. Etre pour les colons, cela signifie être pour

la domination coloniale; être pour l'indépendance de l'Algérie cela signifie être pour le pouvoir de la bureaucratie FLN, être pour De Gaulle cela signifie être pour l'aménagement des anciens rapports coloniaux en rapports d'état à état.

Nous ne devons être ni pour les uns ni pour les autres. Si nous devons prendre parti, c'est contre tous, pour la défaite de tous ces trois antagonistes.

notes de lecture

Ces notes qui constituent faute de mieux, la partie la plus importante de ma contribution à l'effort du groupe, posent un petit problème: dois-je me limiter comme je l'ai fait jusqu'à ce jour, à quelques remarques, quelques critiques, ou dois-je m'attacher à faire de véritables "digest" ? Je pense bien faire en m'en tenant à la première solution qui revient, en définitive, à trier parmi ce que je lis et à conseiller aux copains qui militent activement et ne disposent que de peu de temps pour la lecture, ce qui me paraît indispensable pour eux. J'y ajoute bien entendu les quelques observations que je crois utiles. Ainsi, si d'autres copains font de même, il serait possible de délimiter ce qu'il est essentiel de lire, ce qu'on peut lire à la rigueur, etc...

Car lire, c'est-à-dire chercher à accumuler ses connaissances en tous domaines, c'est et ce fut toujours le propre des militants. En effet, j'ai déjà eu l'occasion de rappeler que l'aliénation des travailleurs n'était pas ressentie seulement dans la production, au travail, mais aussi dans tout ce qui fait la vie d'un homme. Chez tous les vieux militants, dont je suis, et dont plus encore mon père fut le type le plus caractéristique (sa vie correspondit à la reprise du mouvement ouvrier, après que la répression de la Commune par le nabot sanglant eut donné un répit d'une génération à la bourgeoisie), la lutte contre l'ignorance dans laquelle la classe dominante maintenait les exploités, était, au moins autant que la lutte contre l'exploitation dans le travail, l'objet essentiel de leurs efforts.

A l'origine, deux objectifs se mélangeaient, certes. D'une part, viser à l'instruction qui permettait une promotion sociale, minime peut-être pour les adultes, mais plus réelle pour les enfants, d'autre part, et surtout besoin de culture de connaissance, besoin croissant évidemment au fur et à mesure qu'il se satisfaisait. Je dis que ces deux objectifs se mélangeaient et se confondent encore pour la plupart des travailleurs, car le fameux "refus de parvenir" d'Albert Thierry, ne fut, et ne reste connu, je n'ose pas dire appliqué, que par une minorité de militants.

Mais si la lutte contre l'exploitation au travail ne demande que quelques heures par mois, même par semaine, par contre l'instruction, la culture, ne s'acquiert qu'au prix de beaucoup, beaucoup de temps. Or, les loisirs manquaient, et manquent toujours. La lutte contre l'exploitation dans le travail n'a libéré que bien peu de ces loisirs, même en l'espace d'une ou deux générations. Par surcroît, plus ça va, et plus c'est difficile de se maintenir au niveau des connaissances. Et quand on doit

partir de presque zéro, quel boulot !

Précisons: qu'y avait-il dans la bibliothèque de nos pères? Darwin, Buchner, Haeckel, les grands anars tels que Kropotkine, Proudhon, Reclus, Bakounine, des brochures de Pouget et de quelques autres syndicalistes, la littérature anti-religieuse de la Libre-Pensée, des romans de Zola, France, etc... j'en oublie bien sûr. Quand j'y ai ajouté Marx et Engels pour l'époque, cela donnait une base suffisante. Mais maintenant? Que c'est vieux ! Plus tard, il y eut Lénine, Trotsky, Kantsky, Plekanov, Rosa Luxembourg, etc... C'est tout aussi vieux. Qu'avons-nous maintenant. Si peu de chose, malgré une littérature abondante ! Il faut élaguer si sévèrement. Nous sommes à la fois devant une abondance et un manque. Que pouvons-nous par exemple, conseiller à nos enfants, aux jeunes militants ? Essayez voir !

C'est pourquoi il faut que nous nous y mettions tous, à faire le tri, à rechercher le ou les bouquins essentiels, ceux qui font le point de temps en temps dans tous les domaines des connaissances.

Parce que je veux croire qu'il y a toujours autant de copains qui ressentent tout en militant, et même justerent parce qu'ils militent, le même et aussi pressant besoin de culture qui nous harcelait, nous, les vieux. Pourquoi ne limiter aux militants? Je l'ai constaté, chez tous les travailleurs, ce besoin existe plus ou moins aussi net

oooooooooooo

LES EVENEMENTS /

Ce bulletin était presque entièrement composé et tiré quand ont été lancées pour le 19 décembre, la grève d'un quart d'heure par la C.G.T. et C.F.T.C. et la manifestation de 18h30 de la Bastille à l'Hôtel de Ville.

L'objectif politique est évident: c'est une démonstration de soutien à De Gaulle. Au moment où les pourparlers avec le FLN semblent aboutir, il s'agit de montrer que toute la nation est prête à se ranger derrière lui, bien encadrée par ses "organisations".

Tout cela cadre bien avec la capitulation à propos des fonctionnaires, des cheminots, et de l'E.D.F. La séparation de la grève, purement symbolique, et de la manifestations, (reportée après le travail) montre bien le souci de ne pas donner trop d'ampleur à un mouvement dont il est essentiel pour les organisations de garder le contrôle.

oooooooooooo